

GRAND DEBAT NATIONAL A ESCHAU – 23/02/2019

ATELIER « La fiscalité et les dépenses publiques »

Facilitateur : David HAGUENAUER

Rédacteur : Cyril PIERRE

Déroulement de la réunion

7-9 personnes présentes en moyenne (avec des départs et des arrivées en cours d'atelier)

Disposition en cercle de chaises

Un temps de tour de table autour de la motivation et des impressions de chacun :

- Les participants remercient la commune pour l'organisation du débat ainsi que les Gilets Jaunes sans lesquels rien n'aurait été possible.
- Le Grand Débat a le mérite de permettre à chacun de s'exprimer, dire ce qu'il pense, d'évoquer tous les problèmes.
- L'atelier doit permettre de responsabiliser chacun (Etat, administrations, contribuables ou non) sur la fiscalité et les dépenses publiques, en sensibilisant plus particulièrement les Français le rôle de l'impôt.

Après la prise de connaissance du document servant de support aux échanges (note de synthèse et questionnaire), les participants font part de leurs impressions :

- Ils regrettent le contenu du questionnaire, notamment la manière dont les questions sont tournées ;
- Ils déplorent le fait que les questions soient fermées et très ciblées : ils jugent les questions très « orientées ».

Ambiance de l'événement

Les échanges se sont faits naturellement, dans un esprit serein et constructif, sur des thèmes spontanément abordés en lien avec la thématique de l'atelier. Les échanges ont été avec une prise de parole partagée. Aucun débordement n'est à signaler, juste quelques recadrages pour rester dans le sujet.

Synthèse

La France, un pays sclérosé par l'impôt

- **Accroissement des inégalités fiscales** qui sont de plus en plus criantes :
 - Tout le monde ne paie pas l'impôt : ce n'est pas normal.
 - La classe moyenne (qui recouvre une multiplicité de situations) est pressurée de toutes parts, sans réelle contrepartie en retour.
 - Ces différences de traitement incitent les classes sociales à s'opposer entre elles (alors que l'objet de l'impôt est de favoriser la solidarité entre français).
 - Trop de niches fiscales et de régimes particuliers (élus / retraite des députés, journalistes, œuvres d'art, etc.) qui ne sont pas justifiés (niches fiscales) : sentiment d'injustice et/ou d'inégalité devant l'impôt. « *En revanche, les familles doivent payer pour les droits de succession !* ». « *Où est l'exemplarité ?* ».
 - Difficultés rencontrées par les PME et TPME alors que les grandes entreprises ont les moyens de s'en sortir.

- « **Un système fiscal sans fin** » :
 - la diversité des impôts (locaux, revenu, taxes diverses, TVA, CSG, fiscalité écologique, etc.) et leur poids dans le budget d'un ménage génèrent un ras-le-bol qui est intensifié par la capacité des pouvoirs publics à créer sans cesse de nouvelles formes d'imposition / taxation.
 - « *Pourquoi pénaliser par la taxe foncière les personnes qui gagnent honnêtement leur vie et veulent devenir propriétaire ?* »

- Fiscalité contreproductive : exemple de la fiscalité écologique qui prévoit de financer la transition énergétique par la création de nouvelles taxes (« *C'est catastrophique* »).
 - Aucune régulation au niveau européen alors que cela devra être son rôle : chaque pays a sa fiscalité. Face à la concurrence des autres pays européens, la France a une fiscalité désavantageuse pour les entreprises et les salariés.
- **Perte de sens de l'impôt :**
- On réduit, voire on ferme, des services publics (ex : la Poste à Eschau) alors même que la fiscalité augmente et que la France s'est désindustrialisée : incompréhension des contribuables.
 - On paye des impôts tout au long de sa vie pour une retraite insuffisante : les retraités ont de moins en moins d'argent alors qu'ils ont cotisé...
 - Le système fiscal est décrit comme « *dissuasif qui limite la créativité et l'innovation ; il est anti-dynamique car il est hypercomplexe et prend trop d'argent* ».
- **Mauvaise utilisation de l'argent public :**
- Les participants déplorent que l'argent public soit mal utilisé, notamment au niveau des dépenses sociales. Dans ce cadre, ils pointent les défaillances de l'Etat dans la chasse aux fraudes sociales, alors même que l'éducation et la formation des générations futures sont insuffisamment financées.
 - L'Etat n'évalue et ne contrôle pas la qualité et l'utilité du service rendu, mais il continue à payer des services qui ne sont pas rentables et/ou utiles (« *doublons* »). Sont pointés l'organisation de l'Etat qui comporte trop de niveaux (« *mille-feuille administratif* »), les salaires exorbitants de certains hauts fonctionnaires qui ne produisent pourtant pas de richesses.
 - La nouvelle organisation de l'Etat et des collectivités locales impose des frais supplémentaires :
 - Manque d'information et de communication : à quoi sert le Grand Est ?
 - Déplacements au sein du grand Est, doublons administratifs, éloignement et perte du lien entre les élus décideurs et les français. « *Les élus nationaux et départementaux ne comprennent pas la vraie vie (rupture du lien entre le haut et le bas de la pyramide).* »
 - Dématérialisation entraîne des coûts supplémentaires pour tout le monde, sauf pour l'Etat.

Propositions ayant émergé des discussions

- **Orienter la fiscalité vers davantage d'équité et de justice sociale :**
 - Mettre en place un impôt « universel » sur les revenus : tout le monde doit payer des impôts (y compris sur les aides sociales), même symboliquement, selon ses capacités.
 - Accorder une vigilance particulière pour certaines catégories sociales (retraités, transfrontaliers) tout en redéfinissant le terme de classe moyenne.
 - Supprimer ou réduire certaines taxes (TVA).
 - Faire jouer à l'Union Européenne son rôle de régulateur en faisant notamment payer les GAFAs au même niveau que les entreprises françaises et européennes.

- **Favoriser l'emploi et non pas l'assistanat** (« ceux qui ne produisent pas de richesses ») :
 - Favoriser la création de richesses par la création d'emplois (s'appuyer sur le secteur privé) la défense de nos entreprises par l'Etat.
 - Augmenter le temps de travail.
 - Augmenter le budget de l'Education nationale pour que l'école prépare, oriente et forme nos jeunes vers des métiers porteurs d'emploi.
 - Réduire les dépenses sociales faisant la chasse à la fraude.
 - Ne pas reculer l'âge de départ à la retraite.

- **Faire des économies** pour rendre plus efficaces et efficientes les dépenses publiques en s'inspirant des méthodes du secteur privé : pour cela, il y a lieu de mieux utiliser l'argent public (« *Si ça ne fonctionne pas, il faut arrêter de dépenser !* ») :
 - Diminuer le nombre d'élus.
 - Evaluer vraiment les politiques et dépenses publiques pour ne conserver que les services publics utiles et/ou rentables (« *retour sur investissement* ») ou réduire les budgets si nécessaires.
 - Revoir l'organisation de l'état et des administrations territoriales en supprimant les échelons inutiles.
 - Trouver de nouveaux modes de travail qui n'induisent pas de frais de transport (travail à distance, visioconférence par exemple).

QUESTIONNAIRE

1 – Quelles sont toutes les choses qui pourraient être faites pour améliorer l'information des citoyens sur l'utilisation des impôts ?

Evaluer les politiques et dépenses publiques pour ne conserver que les services publics utiles et/ou rentables (« retour sur investissement ») ou réduire les budgets si nécessaires et en rendre compte devant les français.

2 – Que faudrait-il faire pour rendre la fiscalité plus juste et plus efficace ?

Orienter la fiscalité vers davantage d'équité et de justice sociale :

- Mettre en place un impôt « universel » sur les revenus : tout le monde doit payer des impôts (y compris sur les aides sociales), même symboliquement, selon ses capacités.
- Accorder une vigilance particulière pour certaines catégories sociales (retraités, transfrontaliers) tout en redéfinissant le terme de classe moyenne.
- Supprimer ou réduire certaines taxes (TVA).
- Faire jouer à l'Union Européenne son rôle de régulateur en faisant notamment payer les GAFAs au même niveau que les entreprises françaises et européennes.

3 – Afin de réduire le déficit public de la France qui dépense plus qu'elle ne gagne, pensez-vous qu'il faut avant tout :
(1 seule réponse possible)

Réduire la dépense publique

~~Faire les deux en même temps~~

~~Augmenter les impôts~~

~~Je ne sais pas~~

4 – Quels sont, selon vous, les impôts qu'il faut baisser en priorité ?

TVA

Fiscalité écologique

5 – Afin de baisser les impôts et réduire la dette, quelles dépenses publiques faut-il réduire en priorité ?

(1 seule réponse possible)

~~Les dépenses de l'Etat~~

Les dépenses sociales

~~Les dépenses des collectivités territoriales~~

~~Je ne sais pas~~

6 – Parmi les dépenses de l'Etat et des collectivités territoriales, dans quels domaines faut-il avant tout faire des économies ?

(Plusieurs réponses possibles)

~~L'éducation et la recherche~~ ~~La Défense~~ ~~La Sécurité~~

~~Les transports~~ ~~L'environnement~~ ~~La politique du logement~~

Autres (à préciser) : les dépenses sociales, les dépenses des élus nationaux, régionaux et départementaux

7 – Afin de financer les dépenses sociales, il faut, selon vous.... (Plusieurs réponses possibles)

~~Reculer l'âge de la retraite~~

Augmenter le temps de travail

~~Augmenter les impôts~~

Revoir les conditions d'attribution de certaines aides sociales. Lesquelles ?

Faire la chasse à la fraude pour toutes les minimas sociaux

Autres (préciser) :

8 – Quels sont les domaines prioritaires où notre protection sociale doit être renforcée ?

Retraite

9 – Pour quelle(s) politique(s) publique(s) ou pour quels domaines d’action publique, seriez-vous prêts à payer plus d’impôts ?

[Education, formation, emploi](#)

10 – Seriez-vous prêt à payer un impôt pour encourager des comportements bénéfiques à la collectivité comme la fiscalité écologique ou la fiscalité sur le tabac ou l’alcool ?

OUI

NON

[Non évoqué](#)

11 – Y a-t-il d’autres points sur les impôts et les dépenses sur lesquels vous souhaiteriez vous exprimer ?

[Voir compte rendu ci-joint.](#)